

Déforestation

L'ONG Croissance Saine Environnement dit non à la manipulation

Maxime Serge
MIHINDOU
Libreville/Gabon

Cette organisation dénonce les affirmations mensongères d'une autre ONG locale, qui affirme que la biodiversité locale est littéralement détruite.

L'ONG Croissance Saine Environnement (CSE) a démenti, le vendredi 13 septembre, lors d'une réunion tenue à son siège sis au quartier Scherko-Akanda, les allégations, qu'elle juge mensongères, d'une ONG locale, au sujet de la biodiversité locale.

En effet, dans un appel à pétition internationale, cette ONG a affirmé: "Les forêts et la biodiversité, creuset de nos valeurs traditionnelles où nous tirons l'essentiel de nos ressources économiques et culturelles, sont littéralement dé-



Nicaise Moulombi pendant la conférence de presse.

truites, avec accès limité, toute chose pouvant aggraver les conséquences liées aux changements climatiques. Les terres souvent exploitées pour nourrir nos familles et communautés nous sont arrachées.

La nourriture devient rare et la famine s'installe progressivement. Les belles promesses faites aux communautés ne sont jamais tenues."

Pour Croissance Saine Environnement, ces affirmations gratuites ne sont qu'un tissu de mensonges visant à discréditer le Gabon sur le plan international, et à réduire à néant les efforts de conservation entrepris par le gouvernement et ses partenaires.

"Vraisemblablement sous influence de financements et clairement manipulée par des lobbyistes internationaux, cette organisation continue de déverser des informations et arguments qui ne s'appliquent pas dans le contexte du développement qui a été fait au Gabon. Chaque année à la même période, cette ONG utilise des canaux d'information tels que les activistes de WRM pour scander les



Les pays membres de la forêt du Bassin du Congo doivent industrialiser leurs filières bois afin de bâtir des économies diversifiées comme c'est actuellement le cas du Gabon.

mêmes accusations, même si des chiffres, des faits, des études et documents officiels ont balayé ces allégations sans équivoque par le passé", a fustigé son président, Nicaise Moulombi. Selon CSE, il est important de rappeler que la concession incriminée (Sotrad Ndendé) dans ladite pétition a fait l'objet d'un développement 100% en conformité avec le principe de zéro-déforestation. Aucune forêt n'a été touchée dans la concession. De plus, aucun développement n'a pu avoir lieu sans le consentement et l'approbation des communautés, y compris celles de Nanga et Ferra, qui ont participé activement au processus de protection de leurs terres ancestrales.

Plusieurs milliers d'hectares, souligne CSE, ont ainsi été mis en conservation pour leurs besoins traditionnels actuels et futurs,

des contre-expertises ont même eu lieu pour confirmer ces territoires villageois.

En aucun cas, des terres ont été "arrachées" à quiconque. Quant aux allégations concernant la non tenue des "promesses", il suffit de regarder l'état des lieux des contrats sociaux qui ont été signés avec les communautés sur le terrain pour voir qu'ils sont honorés. Un rapport social indépendant sorti en mai 2018 avait même chiffré leur état d'avancement à plus de 80%. Au-delà même de ces engagements, le groupe Olam a développé de nombreuses activités supplémentaires, notamment pour garantir une amélioration des conditions de vie des populations via la mise en place d'activités génératrices de revenus.

"Nous déplorons le fait que cette ONG, qui a été invitée

à l'installation du coordonnateur provincial du Roscevac en présence des autorités civiles et militaires de la ville de Mouila, continue à désinformer la communauté nationale et internationale par son premier responsable, impliquant des communautés en parlant en leur nom. Ce n'est pas la première fois que nous dénonçons ces pratiques, l'an dernier au sujet de calomnies sur des femmes battues et torturées en plantation, des histoires inventées sur des fausses couches, récemment sur le cas de la dénonciation de contamination de poissons sans même une analyse et sans données scientifiques, etc. En tant que société civile, nous devons garantir la bonne conduite de nos entreprises, mais nous devons être professionnels et servir l'intérêt commun, pas celui d'une seule personne", a regretté Nicaise Moulombi.

Transfert d'argent

Bientôt une plateforme pour la Gimac



La Gimac veut innover en matière de transfert d'argent.

MSM
Libreville/Gabon

FORT du volume des transactions financières traitées à la date du 30 juin 2019 (120 milliards de FCFA), le groupement interbancaire monétique d'Afrique centrale (Gimac) entend, dans les semaines à venir, lancer sa propre plateforme monétique globale, rapporte l'agence Ecofin.

Selon le président-directeur général du Gimac, Valentin Mbozo'o, cette initiative vise à offrir des services de convergence mobiles, transfert d'argent et cartes.

"On va faire converger ces outils, effectuer des transactions intégrant tout cela dans une harmonie où nous sommes les pré-

curseurs. Autrement dit, mettre en œuvre une offre d'interopérabilité monétique intégrant l'ensemble des instruments de paiement les plus en vue pour le moment, c'est-à-dire la monétique intégrale", a-t-il expliqué.

Il s'agit donc de permettre aux utilisateurs de la sous-région d'effectuer des transactions monétaires de cartes à mobiles, de mobiles à comptes, de comptes à cartes, etc.

L'opérateur qui veut promouvoir l'interopérabilité envisage d'étendre la carte Gimac à l'américain Visa, après avoir réussi l'arrimage avec Union Pay. Ce qui permettra aux ressortissants de l'espace communautaire d'effectuer des transactions dans le monde entier.

electra
TOUT POUR LE BUREAU

POUR UNE RENTRÉE REUSSIE
PROFITEZ DU KIT DUO

HP - PAVILLON 15
DUAL CORE - 4GB
- 800 DD - WIN 10

+

BUREAU
80X110 BUREAU
80X80 CHÊNE BLANC

390.000 F CFA TTC

DU 16 SEPTEMBRE
AU 19 SEPTEMBRE 2019

BP 612 - LIBREVILLE - T : (241) 06 22 05 71 / 07 14 01 54 / 05 32 04 04
email : electra@groupeafri.com - www.electra-gabon.com

NOUS CONSTRUISONS L'AVENIR.